

4 International

En haute mer, un abri pour les naufragées

MIGRATION Sur les routes de l'exil, les femmes paient généralement le plus lourd tribut, en particulier quand leur chemin passe par la Libye. A bord du navire humanitaire Aquarius, un espace leur est réservé

ADRIÀ BUDRY CARBÓ (TEXTE),
CAMILLE PAGELLA (PHOTO),
DE RETOUR DE MÉDITERRANÉE

@AdriaBudry

Victoria n'a jamais cessé de croire en sa bonne étoile. Même après avoir passé plus de huit heures sur une embarcation de fortune au milieu de la Méditerranée, avant d'être repêchée par une ONG, puis transférée sur le navire humanitaire Aquarius. Comme cette jeune nigériane de 21 ans, les femmes sont toujours plus nombreuses à tenter de rejoindre l'Europe par la mer. Ce sont aussi elles qui paient le plus lourd tribut, en particulier quand le chemin de l'exil est tortueux et passe par la Libye.

«On est dans les eaux internationales. Ici, ils ne peuvent plus rien nous faire»

VICTORIA, MIGRANTE NIGÉRIANE



A bord de l'Aquarius, le «quartier des femmes».

Ce dimanche de mai, la bonne étoile de Victoria s'est présentée aux aurores sous la forme d'un petit voilier nommé Astral et battant pavillon britannique. Le sauvetage opéré par l'ONG ProActiva Open Arms lui a probablement sauvé la vie, ainsi qu'à 104 autres personnes qui dérivait avec elle 25 milles nautiques (46 kilomètres) au nord-est de Tripoli.

Mais Victoria, qui a survécu à trois jours de traversée du désert avant de rejoindre la Libye, est une dure à cuire. Et qu'il importe s'il faut encore changer de bateau, qu'il importe s'il faut patienter quelques jours en mer avant de pouvoir accoster dans un port italien. «Calmez-vous, personne

n'a envie d'aller en Libye», la jeune fille accueille avec une pointe de sarcasme la rumeur qui s'est soudainement répandue parmi les migrants sur les «véritables» intentions de l'équipage de cet étrange bateau orange nommé Aquarius. «On est dans les eaux internationales», souligne-t-elle en s'adressant cette fois au journaliste. «Ils [les Libyens, ndlr] ne peuvent plus rien nous faire ici.»

A bord de l'Aquarius, les femmes représentent entre 14 et 16% des naufragés. Les deux ONG qui affrètent le bateau – SOS Méditerranée et Médecins sans frontières (MSF) – leur consacrent un

espace réservé: le *shelter* ou l'abri, en français.

L'Aquarius, conçu pour sauver des pêcheurs en mer du Nord, n'a pas eu besoin de rénovation. Il comptait déjà ce grand espace vide donnant sur une seconde clinique et pouvant accueillir jusqu'à 70 ou 100 personnes. L'occasion, pour le personnel médical et les sauveteurs, d'offrir un toit aux femmes et aux enfants le temps de la traversée qui peut durer entre un jour et demi et deux jours. Les hommes dorment sur le pont, uniquement protégés par des bâches.

Si les journées de la majorité des femmes et enfants sont ryth-

mées par ces allers-retours entre le pont et leur abri, certaines n'en sortent qu'une fois le bateau amarré en sécurité. «L'idée n'est pas de séparer mais de leur offrir un abri où se reposer. Les femmes qui sont venues avec leur mari sont libres de les rejoindre la journée», défend Stefanie Hofstetter. La jeune trentenaire est la sage-femme de l'Aquarius. Le bateau compte aussi un docteur mais, dans le *shelter*, c'est elle qui commande, même si la timide Bavaroise préfère se qualifier de «sage-femme à tout faire» (*all rounded midwife*).

Il vaut mieux être polyvalent pour travailler sur l'Aquarius dont les patients sont marqués par des

séquelles physiques et psychologiques. Parmi les sources de pré-occupation: le dépistage des maladies sexuellement transmissibles liées à d'éventuels viols, comme l'hépatite B, la syphilis ou l'identification des personnes à risque pour le VIH (faute de capacité, le dépistage du sida est, lui, effectué à terre).

Autre urgence pour le personnel médical de MSF: la stabilisation des grossesses qui concerne un dixième des femmes. «On peut se demander pourquoi faire un voyage aussi dangereux quand on attend un enfant, admet Stefanie Hofstetter. En réalité, ces grossesses ne sont souvent pas choisies. Ces femmes fuient.»

A l'intérieur de «l'abri», l'ombre et le silence détonnent avec le soleil cuisant et le brouhaha incessant du pont. Les femmes s'y changent tranquillement, enlèvent leur hijab et discutent entre elles. Mariam est métamorphosée. Le soir de son transfert sur l'Aquarius, cette jeune mère marocaine était trop faible pour se déplacer seule, conséquence d'une longue odyssée faite de privations. Contrairement à 64% des femmes, elle voyage avec son mari Yassine et Mohammed, leur fils de deux ans qui est encore trop petit pour faire des châteaux en Lego avec les autres enfants.



Le Temps de s'engager.

letemps.ch/20

Cause 2 - 7
Egalité homme-
femme
(16 avril - 20 mai)

«I will make it»

Lilo Brisslinger, l'une des médiatrices culturelles arabophones de MSF, prend, elle, le temps d'écouter l'histoire de Jihan et Mouna. Ces deux sœurs égyptiennes ont suivi leurs maris qui ont trouvé du travail en Libye avant la chute de Mouammar Kadhafi. Elles y sont restées sept ans, jusqu'à ce que la vie devienne impossible. «Nous voulions fuir le chaos, rien ne peut être pire que la Libye, s'exclame Jihan. Pas même cette traversée.» L'un de ses fils est malade. Pour ce cas délicat, c'est le médecin Daniel Schnorr qui vient aux nouvelles. «Il ne vomit plus de sang, c'est l'essentiel.» Mais l'enfant, qui ne supporte pas le voyage, aurait besoin d'une injection, qu'il refuse. «Sors sur le pont et fixe la ligne d'horizon», traduit Lilo Brisslinger en arabe.

A l'extérieur, Victoria fixe, elle, déjà l'horizon aux côtés de son ami Kingsley, rencontré pendant la traversée du désert. Ils rêvent de l'Allemagne où ils se voient tous deux commencer des études d'informatique. «Au moins là-bas, une formation te permet d'avoir un emploi», soutient Victoria. Il y a deux ans, un jour comme celui-ci, elle avait dit à ses parents au Nigeria: «N'ayez pas peur. J'y arriverai.» ■

Au Burundi, le président tout-puissant en veut plus

AFRIQUE CENTRALE Grâce à la nouvelle Constitution soumise au vote jeudi, Pierre Nkurunziza pourrait se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034. Le parti présidentiel a employé les grands moyens pour faire gagner le oui



PIERRE NKURUNZIZA
PRÉSIDENT DU BURUNDI

Il est impensable que «son» référendum lui échappe. Pierre Nkurunziza, président depuis 2005, en veut toujours plus. Il a déjà été réélu pour un troisième mandat, en 2015, en tortant les règles de la Constitution. Mais pour continuer à diriger le Burundi, ce que ce fervent «born again» considère comme une mission divine, il devait réécrire la loi fondamentale. Ce sera très certainement chose faite après la consultation organisée ce jeudi.

Battu à mort

Toute la machine du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, a été mobilisée. Or au Burundi, la formation présidentielle a une influence sans égale: elle est même, à bien des égards, plus puissante que l'Etat. «Dans les collines, son ancrage territorial est énorme. Sa propagande est très efficace, mêlant le politique et le religieux, explique le chercheur indépendant Mathieu Boloquy. L'issue du vote ne fait aucun doute. Le oui va l'emporter, largement.» La campagne s'est déroulée «à sens unique», dénonce la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dans un rapport paru mardi.

«Celui qui osera s'opposer au projet de révision de la Constitution en subira les conséquences», avait prévenu Nkurunziza lors de l'annonce du référendum, en décembre. Il a tenu sa promesse. Les rassemblements de l'opposition ont été souvent interdits, ou systématiquement perturbés. Des militants ont été arrêtés ou ont disparu. «On a reçu des menaces, des intimidations, les Imbonerakure [l'organisation de jeunesse du CNDD-FDD, devenue une véritable milice au service du parti, ndlr] établissaient des barrières pour empêcher les gens de venir à nos meetings, raconte Agathon Rwaswa, le leader du camp du non et le seul opposant burundais d'envergure à ne pas vivre en exil. Une bonne partie de l'administration ne fait plus la différence entre la nation et le parti au pouvoir.»

La vague de répression qui s'est abattue sur le pays depuis 2015 – après les manifestations contre le troisième mandat de Nkurunziza, puis une tentative avortée de coup d'Etat – s'est encore durcie à l'approche du scrutin. La FIDH, qui est

interdite de séjour au Burundi mais s'appuie sur un réseau d'observateurs locaux clandestins, a recensé 1710 assassinats, 486 cas de disparitions forcées et 8561 arrestations arbitraires en trois ans. La plupart de ces crimes sont commis par le Service national de renseignement (SNR) ou les Imbonerakure, qui font régner la terreur en toute impunité.

Contre-pouvoirs laminés

«La police ne fait rien sans leur en référer, explique Anne-Claire Courtois, historienne au laboratoire Les Afriques dans le monde. Ils représentent d'une part une forme d'ordre et de protection, car on vient les voir pour régler des problèmes, et d'autre part un danger, car ils agissent en toute impunité, disposent du monopole de la violence physique et créent la plupart du temps eux-mêmes des problèmes.» Le 22 février, ils auraient battu à mort un membre d'un parti d'opposition qui refusait de montrer son récépissé d'inscription sur les listes électorales, selon la Ligue Iteka, une organisation de défense des droits de l'homme qui a documenté des dizaines de cas de passage à tabac similaires depuis le début de l'année.

Au Burundi, rien ni personne ne doit entraver la course du président, «persuadé d'obéir uniquement aux ordres divins», relève Anne-Claire Courtois: «Nkurunziza a fait le ménage à l'intérieur même du parti, les contestataires de 2014 ont été remplacés par des nou-

veaux courtisans, qui tirent leur légitimité d'une fidélité sans faille au chef de l'Etat et à leur zèle à appliquer, voire à devancer, ses consignes.» Les contre-pouvoirs, déjà laminés, seraient encore affaiblis dans la nouvelle Constitution qui, en plus d'autoriser Nkurunziza à briguer deux nouveaux mandats de sept ans à partir de 2020, renforce les prérogatives institutionnelles du président.

«Une bonne partie de l'administration ne fait plus la différence entre la nation et le parti au pouvoir»

AGATHON RWASA, LEADER DU CAMP DU «NON»

«Le texte est conçu pour privilégier celui qui détient le pouvoir, dénonce l'opposant Agathon Rwaswa, joint par téléphone. Il accentue le monolithisme, alors que l'accord d'Arusha [signé en 2000 et censé mettre fin à une guerre civile qui fit 300 000 morts, ndlr] prévoyait des mécanismes pour éviter à la majorité d'écraser l'opposition. La Constitution de 2005 était issue d'un consensus pensé

pour réconcilier un pays déchiré.» Ces deux textes prévoient notamment un système de répartition ethnique du pouvoir à travers un système de quotas (60% Hutus, 40% Tutsis) au gouvernement, au parlement, dans les administrations et les entreprises publiques. La nouvelle Constitution ne remet pas directement en cause cet équilibre, mais prévoit que le Sénat pourra, lui, le faire au bout de cinq ans.

«Nkurunziza perçoit l'accord d'Arusha comme une source de blocage. Il ne l'affirme pas explicitement, car l'ombre des massacres à caractère génocidaire plane toujours sur le pays, il y a beaucoup de non-dits», analyse Mathieu Boloquy, qui estime que le Burundi «n'est pas encore assez solide pour se passer de la «protection» d'Arusha». «Il s'agit moins d'un enjeu ethnique que d'une manœuvre politique, précise Anne-Claire Courtois. Nkurunziza utilise les quotas quand ça l'arrange, puis s'en débarrasse, pour noyauter les ministères, la justice, l'armée, etc. La finalité est de placer ses hommes un peu partout.»

Treize ans après son arrivée au pouvoir, l'ancien maquisard dirige finalement son pays comme du temps de la rébellion, quand tous les coups étaient permis contre les ennemis, et que la chasse aux «traîtres» était une obsession. Pour les guérilleros, la peur était alors une tactique comme une autre. Sous la présidence de Nkurunziza, elle est devenue l'arme privilégiée de l'Etat burundais. ■

CÉLIAN MACÉ